



Essor démographique : une chance pour Bruxelles ?

La mission du démographe consiste à analyser la dynamique des populations à travers les étapes de la vie (natalité, fécondité, nuptialité, mortalité), dans l'espace et le temps et en fonction des milieux socio-économique, culturel et politique. Ainsi, l'évolution démographique conditionne le présent et le devenir d'une société de même que toute action politique a un impact sur la démographie.

Benjamin Wayens, géographe, docteur en sciences à l'IGEAT/ULB a dressé pour le CERE un état des lieux de l'évolution démographique à Bruxelles, qui a d'ailleurs fait l'objet d'un entretien filmé, publié dans la série Café CERE¹. Il y met en relief ses conséquences sur la vie de la cité et repéré le niveau de réponses qui a été apporté jusqu'à présent. Son analyse nous permettra ainsi, dans un deuxième temps, de dégager les perspectives et les grands axes de ce qui nous semble devoir être mis en place pour construire ensemble, pour et avec les enfants, une société riche de ses diversités, équilibrée et innovante.

1- L'analyse de Benjamin Wayens

I- Etat des lieux de l'évolution démographique à Bruxelles

A Bruxelles, après 30 ans de déclin démographique, entre 1960 et 1990, on assiste depuis le milieu des années 1990 à un retournement spectaculaire de cette tendance. Donnée fondamentale donc, en cours depuis une quinzaine d'années, et dont la caractéristique essentielle est le rajeunissement de la population. On constate, en effet, la présence massive de jeunes adultes entre 25 et 40 ans, parents en puissance et, par voie de conséquence, une augmentation toute aussi spectaculaire du nombre d'enfants.

Cette croissance, spécifique à Bruxelles par rapport au reste du pays, s'explique par l'arrivée continue de migrants depuis les années 1990.

Ces migrants ont un double profil. D'une part, des migrants internationaux, très qualifiés, dotés d'un bon niveau de vie, qui gravitent autour des institutions internationales et sont installés principalement dans les communes d'Ixelles et d'Etterbeek. D'autre part, une immigration plus diversifiée, venant d'Europe Orientale, d'Asie, du Maghreb ou d'Afrique Sub-saharienne qui, moins favorisée, s'établit dans la partie ouest de la ville, dans des communes comme Molenbeek, Anderlecht, Saint Josse ou encore Schaerbeek. Mais quelle que soit l'origine de ces migrants, ils ont un point commun fondamental : leur jeunesse.

¹ Voir notre site <http://www.cere-asbl.be/spip.php?article139>

On le voit donc, cette immigration touche particulièrement les communes de la première couronne autour du Pentagone. Les communes de la deuxième couronne, comme Watermael-Boitsfort ou Uccle, semblent être beaucoup moins concernées du fait notamment d'une typologie urbanistique moins à même de recevoir l'arrivée en nombre de population.

II- Quelles sont les conséquences de cette évolution démographique?

Cet essor très important ne peut être considéré comme une explosion mais bien comme une vague de croissance continue. Elle s'est diffusée à tous les niveaux de la société, bouleversant plus particulièrement tout le système scolaire et plus largement tout le système d'accueil de l'enfant.

Elle induit une problématique d'ordre quantitatif qui concerne tant l'enseignement obligatoire que l'accueil non obligatoire des enfants et interpelle très fortement au niveau qualitatif. Concrètement sur le terrain, on construit dans l'urgence, on mord déjà sur les espaces d'usage collectif (coin lecture, réfectoire...), on pense à faire passer l'entrée à l'école maternelle à trois ans contre deux ans et demi actuellement, on peine à maintenir des activités physiques (trouver une piscine devient un vrai casse tête pour certains directeurs d'école !). Concrètement encore, les communes qui n'apparaissent pas, au premier abord, touchées par un accroissement de leur population, sont pourtant aussi confrontées à un flux considérable d'enfants d'autres communes dans leurs écoles. Concrètement enfin, dans ces conditions particulières, les écoles sont confrontées à une pénurie d'enseignants et s'inquiètent du maintien futur d'un accompagnement pédagogique de qualité.

L'urgence donc ne se situe pas seulement au niveau des inscriptions des enfants qui ont, lors de la dernière rentrée, défrayé la chronique. Elle implique un travail sur la régulation et la mise à disposition des places. Et cette problématique complexe ne peut être réglée par les seuls décrets d'inscription.

Plus largement, les conséquences de la pénurie actuelle se font sentir au niveau social et économique pour les parents qui doivent notamment faire face dans les lieux d'accueil de la petite enfance, à des logiques de priorité, privilégiant les couples dont les deux parents travaillent et à des difficultés grandissantes d'insertion socio-professionnelle : comment suivre une formation si l'on ne peut faire garder son enfant ?

Enfin, puisque l'objectif de l'analyse démographique est de mettre en perspective l'évolution d'une population au sein d'un espace social, économique, culturel et politique, il est essentiel de se poser la question de la représentativité politique d'une large part de la population qui, de ce point de vue-là, n'est pas comptabilisée. Illégaux, statuts précaires, internationaux mal représentés, étudiants vivant au cœur de la cité mais résidant ailleurs, tous participent d'une manière ou d'autre à la vie de la cité. Dès lors, quelles conclusions tirer du fait que, dans certaines communes, seule une part minimale de la population vote et détermine les orientations politiques ? Et plus avant, si l'on est conscient du rajeunissement très marqué de la population bruxelloise, quelle est la place des jeunes, au-delà des critères de type culturels, dans la participation à la vie de la cité ?

III- Quelle prise de conscience, à quels niveaux et quelles réponses ont été apportées?

C'est d'abord sur le terrain que s'est opérée une vraie prise de conscience. En premier lieu dans les milieux d'accueil de la petite enfance qui ont dû répondre dès 2000 à une augmentation notable des demandes d'inscription. Des solutions ont été apportées comme la création de haltes accueil, l'augmentation des accueillantes à domicile, des initiatives associatives et des milieux d'accueil qui ont pu aboutir, dans certaines communes, à la mise en place de coordination et, à terme, à l'élaboration d'un projet social et éducatif. Mais dans l'ensemble, on ne peut que constater que la pénurie de places et de personnels continue d'être un problème majeur.

Puis ce fut au tour des écoles maternelles - dont l'enseignement est obligatoire dans les faits à Bruxelles - de prendre la mesure de cette nouvelle donne qui ne cesse de s'affirmer et touche maintenant l'enseignement fondamental.

Face à ce paysage de crise, l'on peut confirmer qu'il y a bien une réelle prise de conscience politique à tous les niveaux et ce depuis deux ou trois ans, mais les mesures prises apparaissent comme dispersées pour un secteur qui ne l'est pas moins.

Pour l'heure, ce sont les gens du terrain qui se sont mobilisés. Certains directeurs d'école d'abord ont pu libérer un local du secondaire pour le primaire. Des communes ont pris le problème à bras le corps, changeant les plans d'aménagements prévus, inventoriant les locaux disponibles, les bâtiments vides ou désaffectés, pointant aussi l'important patrimoine scolaire bruxellois, créant une deuxième section d'une école primaire, ouvrant des classes provisoires en préfabriqué.

Toutes ces mesures ne répondent qu'à l'urgence du moment et font apparaître l'inégalité des possibilités de réponse des communes en fonction de leurs moyens.

Face à l'ampleur de ce phénomène, il est évident que ni les écoles ni les communes ne peuvent seules répondre et pallier. Et il semble que la seule voie où s'engager est celle d'une concertation générale pour définir quelles communes ont encore des volants fonciers de libre, quelles communes sont plus à même d'intervenir financièrement. C'est donc à une restructuration à l'échelle de la région bruxelloise qu'il faut s'atteler et qui nécessite le soutien, la gestion et l'arbitrage à niveau supérieur.

2- Du problème à l'opportunité, inventons !

De ce constat dressé par Benjamin Wayens, nous pourrions conclure à une situation relativement désespérée...

Pourtant, en Europe, la population vieillit. Ce constat oblige plusieurs pays à réfléchir à la venue future d'une immigration qui viendra pallier le manque de main d'œuvre. De même la question des retraites fait régulièrement l'objet de débats, plus ou moins aboutis, plus ou moins constructifs.

Bruxelles, ville de migrants, ville jeune, traverse ainsi une situation inédite qui loin d'être un handicap est, bien au contraire, une opportunité, une formidable occasion à saisir pour inventer une société plus juste, plus équilibrée, plus innovante aussi, en un mot toujours plus démocratique.

Et il est évident que les enfants, les très jeunes comme les plus grands, sont la clef de cette construction. En effet, des enfants bien formés, structurés et cultivés, familiers du principe démocratique, seront plus à même de défendre et construire une société sereine.

Dès lors, les décideurs politiques se doivent de profiter de cette urgence démographique non seulement pour créer des places et un espace pour l'accueil des enfants, mais aussi et surtout pour créer les conditions d'un accompagnement d'excellence.

A court terme, on le sait, le gouvernement de la Région bruxelloise a pour objectif, à l'horizon 2015, la création de 79 écoles dont 34 écoles maternelles, 39 écoles primaires et 6 écoles secondaires ainsi que l'augmentation de l'offre d'accueil petite enfance (plan crèches). Cette démarche, essentielle, devrait donc constituer la base d'une restructuration plus ample de ce que l'on pourrait appeler « l'accompagnement des enfants, de la petite enfance à la vie d'adulte ».

Quels sont, dans cette perspective, les aspects qui nécessitent une attention particulière ?

Accorder une place réelle au secteur de la petite enfance :

. En valorisant la formation des professionnels de la petite enfance à travers un cursus universitaire ambitieux et de qualité mais aussi par le biais d'une formation continue dynamique certificative tout au long de la carrière.

. En luttant activement contre l'illettrisme dès le plus jeune âge par une approche dynamique et régulière des livres. La venue de lecteurs au sein des crèches (y compris de parents lecteurs) et des partenariats avec les bibliothèques vont dans ce sens. Et le secteur de la littérature jeunesse est actuellement, au niveau européen, d'une richesse très porteuse.

. En soutenant l'éveil des enfants à l'art et aux sciences. Pour ce faire, il faut ouvrir le secteur à l'accueil d'intervenants extérieurs (conteurs, artistes plasticiens ou du spectacle vivant mais aussi d'autres corps de métiers, scientifiques, artisans...).

. En soutenant tout projet de mise en place d'un vrai partenariat entre les professionnels et les parents. Notamment en invitant les parents à participer plus à la vie associative des structures.

. En soutenant tout projet de mise en place de coordination élargie aux autres acteurs sociaux et culturels et aux communes.

. En incitant les structures d'accueil de l'enfant à regarder les pratiques des autres pays européens voire en soutenant des rencontres et des échanges.

. En diffusant, par le biais d'outils adaptés, les valeurs démocratiques qui doivent être intégrées dès le plus jeune âge.

Accorder une place réelle au secteur de l'enfance, scolaire et extrascolaire :

. En valorisant les métiers de l'enseignement et de l'accompagnement extrascolaire. Redonner ses lettres de noblesse à l'enseignement, c'est réaffirmer l'importance de sa mission par une formation ambitieuse, ouverte au monde d'aujourd'hui et une revalorisation de la carrière.

. En faisant une priorité de la lutte contre l'illettrisme et mettant tous les moyens en œuvre (équipes plurielles composées de logopèdes, professeurs, acteurs culturels liés au livre...) pour détecter rapidement les enfants en difficulté et leur proposer un suivi individualisé au sein de l'école.

. En favorisant la mixité des écoles et en s'appuyant sur cette mixité pour faire vivre et accepter la diversité des cultures qui composent désormais notre société.

. En associant plus les parents à la vie des écoles par le biais de journées thématiques et de rencontres qui permettront de combattre les cloisonnements existants.

. En réaffirmant auprès des parents le rôle éducatif de l'école, en l'explicitant et en fixant un cadre clair à ce rôle.

. En ouvrant l'école à la société et aux métiers qui la composent. C'est-à-dire en ne coupant plus l'école du monde du travail et en organisant régulièrement des présentations, avec interventions extérieures, des différents corps de métiers (professions artisanales, commerciales, artistiques, scientifiques etc...)

. En ouvrant l'école au reste du monde par le biais d'échanges et de jumelages avec leurs pairs européens. Ces échanges doivent dépasser le simple cadre des voyages scolaires et faire partie d'un projet inscrit dans la durée et travaillé en classe avec une thématique déterminée.

L'énonciation non exhaustive des pistes possibles pour construire avec les enfants la société de demain démontre le potentiel exceptionnel de cet espace de l'enfance. Elle indique aussi que si c'est avec les enfants que nous devons miser, il est urgent de ne plus cloisonner les temps de la vie au niveau politique en accordant autant d'attention à l'accompagnement des très jeunes enfants qu'à celui des adolescents et des jeunes adultes. Un lien fort doit être créé, des lieux d'accueil de la petite enfance aux bancs des universités, pour œuvrer à une véritable cohérence de l'accompagnement. Et, si l'on choisit de considérer l'essor démographique particulier de Bruxelles, le rajeunissement de sa population et sa diversité comme une chance, le souci de cette cohérence devient une évidence.

Marion Coudert,
Novembre 2010

*Avec le soutien de la Communauté française
Avec nos remerciements à Benjamin Wayens*